

Rétjè

Revue de la Société Ivoirienne de Transhumanisme

ISSN : 3008-0835

ISBN : 978-2-9598101-0-7

EAN : 9782959810107

www.revue-retfe.net



**Numéro 2
décembre
2024**

INDEXATIONS



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1025614>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN/3008-0835>



<https://reseau-mirabel.info/revue/22096/Rete-Revue-de-la-Societe-ivoirienne-de-transhumanisme>

ÉDITORIAL

La connaissance a cessé, depuis des lustres, d'être la chasse gardée d'une élite insulaire. Universalisée et vulgarisée, elle est, à ce jour, un ensemble de données marquées du paraphe de l'intersubjectivité. Produit d'interaction et de complémentarité, un tel patrimoine se révèle l'ouvrage de chercheurs constituant un édifice, dont chaque apport disciplinaire n'est qu'une pièce de la grande mosaïque.

Mais, une science synergique, parce que relevant du suprahumain, paraît aujourd'hui gagnée par l'audace de franchir le Rubicon de la modification du génome humain. Cela, d'autant plus que semble, à présent, à portée de main la perspective de rompre avec le signe indien des maladies héréditaires.

Si la gageure ne va pas sans procès, quelle pourrait être la contribution des sciences humaines aux joutes induites du rêve d'un saut dans l'inconnu de la posthumanité ? Les problématiques générées peuvent-elles jamais s'épuiser dans le rayon d'un seul champ disciplinaire ? Comment faire l'économie d'une réflexion transversale, face à la complexité et à l'imbrication des incidences d'une entrée en posthumanité ?

La Revue Rétjè – dont la dénomination ramène à la notion de « sagesse » en abidji, une langue du sud-est ivoirien, relevant de celles dites nigéro-congolaises – a choisi de valoriser l'interdisciplinarité dans l'abord des questions de notre temps.

Nous formulons le vœu que chacune des contributions de la présente revue incite la conscience des lecteurs à penser le monde de manière ouverte, plurivoque et dialectique. C'est à ce prix que dogmatismes, fanatismes et autres écueils infantiles de la pensée se dissiperont, faisant place à la fécondité, source perpétuelle de renaissance !

Josué GUÉBO
Directeur de Publication

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de Publication : Dr (MC) GUÉBO Josué Yoroba, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Rédacteur en Chef : Dr AKA Pancrace, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. YAPI Ayenon Ignace, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Prof. GADEGBEKU Samuel, Professeur des Universités, Académie des sciences des arts, des cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines (ASCAD)

Prof. FELTZ Bernard, Professeur des Universités, Université de Louvain-La-Neuve (Belgique)

Prof. GADJI Yao Abraham, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Prof. TAKO Antoine, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Prof. KENMOGNE Emile, Professeur des Universités, Université de Yaoundé

Prof. NGUESSAN Depry Antoine, Professeur, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Prof. TANOHI Jean Gobert, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Prof. FOGOUI Anatole, Professeur des Universités, Université de Maroua (Cameroun)

Dr (MC) GADOU Dakouri, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SEKA Georges Kouassi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) YAPO Séverin, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) GAHÉ GOHOUN Cynthia, Maître de Conférences (Philosophie Morale), Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) GUÉBO Josué Yoroba, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

COMITÉ DE LECTURE

Dr (MC) YAPO Séverin, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) GAHÉ GOHOUN Cynthia, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr (MC) GUÉBO Josué Yoroba, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr KONE Odanhan Moussa, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Contact

Site web : <https://revue-retfe.net/>

E-mail : revueretfe@gmail.com

Téléphone : +225 01 02 50 39 55/ 07 79 96 32 72

PROTOCOLE DE RÉDACTION

Les auteur.e.s sont prié.e.s de se conformer aux exigences rédactionnelles suivantes :

Titre : Titre clair et concis (entre 12 et 15 mots). Le titre centré, en gras, taille 14.

Mention de l'auteur

Après le titre de l'article et 2 interlignes, alignée à gauche, comportant : Prénom, NOM (en gras, sur la première ligne), Nom de l'institution (en italique, sur la deuxième ligne), e-mail de l'auteur ou du premier auteur (sur la troisième ligne).

Résumé :

Un résumé en français et en anglais ou dans la langue d'étude de l'auteur. N'excédant pas 250 mots, il se limite à une brève description du problème étudié et aux principaux objectifs atteints ou à atteindre. Il présente à grands traits sa méthodologie. Il présente sommairement les résultats.

Mots-clés : Se limiter à 3 mots minimum et 5 mots maxi. Les mots-clés sont indiqués en français et en anglais.

NB : Le résumé est rédigé en italique, taille 11. Les mots-clés sont écrits en minuscules et séparés par une virgule. L'ensemble (titre + auteur+ résumé (français et anglais) + mots-clés) doit tenir sur une page.

Formatage:

Le texte doit être justifié en Police Garamond. Taille de police 14 pour le titre, 11 pour les résumés et la bibliographie et 12 pour le corps du texte. Interligne : 1, 5. Marges : haut 2 cm, bas 2 cm, gauche 2 cm, droite 2 cm.

Le texte doit être compris entre **8 et 18 pages maximum**. Le titre de l'article, l'introduction, les sous-titres principaux, la conclusion et la bibliographie sont précédés par deux interlignes et les autres titres/paragraphes par une seule interligne.

Titres et articulations du texte :

Le titre de l'article est en gras, aligné au centre. Les autres titres sont justifiés ; leur numérotation doit être claire et ne pas dépasser 3 niveaux (exemple : 1. – 1.1. – 1.1.1.). Il ne faut pas utiliser des majuscules pour les titres, sous-titres, introduction, conclusion, bibliographie.

Notes et citations :

Les citations de moins de quatre lignes sont présentées entre guillemets dans le texte. Lorsque la citation est supérieure ou égale à quatre lignes, il faut aller à la ligne pour l'insérer (interligne 1) en retrait de 1 cm à gauche et à droite, taille : 11.

Les citations dans une langue autre que celle de l'écriture sont traduites et directement intégrées au texte.

Les mots étrangers sont mis en italique. Le nom de l'auteur et les pages de l'ouvrage de la citation, doivent être précisés à la suite. Exemple : (Cékoré, 2003 : 10) ou pour Cékoré (2003 : 10). Les parties supprimées d'une citation ainsi que toute intervention dans une citation sont indiquées par des crochets droits [...].

NB : Les notes de bas de page sont à éviter.

Tableaux, schémas, figures :

Ils sont à numéroter et doivent comporter un titre en italique, au-dessus du tableau/schéma. Ils sont alignés au centre. La source est placée en dessous du tableau/schéma/figure, alignée au centre, taille 10.

Présentation des références bibliographiques :

Dans le texte :

Les références des citations apparaissent entre parenthèses avec le nom de l'auteur et l'année de parution ainsi que les pages. Exemple : (Akakpo, 2010 : 15). Dans le cas d'un nombre d'auteurs supérieur à 2, la mention **et al.** en italique est notée après le nom du premier auteur. En cas de deux références avec le même auteur et la même année de parution, leur différenciation se fera par une lettre qui figure aussi dans la bibliographie (a, b, c, ...).

A la fin du texte : Elle reprend tous les livres et articles qui ont été cités effectivement dans le texte.

Pour un article : le Nom de l'auteur et son prénom sont suivis de l'année de la publication entre parenthèses, du titre de l'article entre guillemets, le nom de la Revue en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages. Lorsque le périodique est en anglais, les mêmes normes sont à utiliser avec toutefois les mots qui commencent par une majuscule.

Exemple : LAMOUREUX Sophie (2001), « La codification ou la démocratisation du droit », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 48, 801-824

Pour les ouvrages : on note le Nom et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication entre parenthèses, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication et la maison d'édition.

Exemple : GUEBO Josué (2020), *Réflexions sur le transhumanisme. L'intersubjectivité et l'écosophie*, Paris, L'Harmattan.

Pour les extraits d'ouvrages : le Nom de l'auteur et le prénom, suivi de l'année de publication entre parenthèses, le titre du chapitre entre guillemets, le titre du livre en italique, le lieu de publication, le numéro du volume, le prénom et le nom des responsables de l'édition, le nom de la société d'édition, et les numéros des pages concernées.

Pour les thèses ou mémoires : NOM, Prénom (s) de l'auteur Année de publication. Zone titre. Thèse de doctorat, Ville, Université.

Exemple : KONE Odanhan Moussa (2022), *Les enjeux géopolitiques et géoéconomiques internationaux du conflit du Sahara-Occidental*, Thèse de doctorat, Bouaké, Université Alassane Ouattara.

Pour les actes de colloques : les références sont traitées comme les extraits d'ouvrages avec notamment l'intitulé du colloque mis en italique. Si les actes de colloques sont sur CD ROM, indiquer : les actes sur CD ROM à la place du numéro des pages.

Pour les papiers disponibles sur l'Internet : le nom de l'auteur, le prénom, l'année de la publication entre parenthèses, le titre du papier entre guillemets, l'adresse Internet à laquelle il est disponible et la date du dernier accès.

Exemple : SEVESTRE Marc (2022), « Intelligence Artificielle : Démiurge ou Démon ? »
<https://www.linkedin.com/pulse/intelligence-artificielle-d%C3%A9miurge-ou-d%C3%A9mon-marcsevestre/?originalSubdomain=fr> consulté le 25 mars 2021.

SOMMAIRE N°2

Anglais

1. **Sènakpon Adelphe Fortuné AZON, Komi BEGEDOU, Komla M. AVONO** : The poetics of loss and loneliness in kai harris's what the fireflies knew.....10 à 24

Anthropologie

2. **Lamane MBAYE** : Tambours et rythmes de tambours dans la littérature orale sénégalaise : essai de drumologie.....25 à 35

Communication

3. **Thadée Balouhib Somda KPANYAWNE** : Cartographie numérique sans bio-art ni savoir-faire : signe éco-techno-symbolique invitant à la coenonciation.....36 à 46

Histoire

4. **Hassane HAMADOU**: Le conseil de l'entente : initiative d'intégration sous régionale ou instrument de géopolitique néocoloniale?.....47 à 58

Lettres Modernes

5. **Dovi YELOU, Afi Alihossi Ahoefa KANSIWER** : Étude comparative des présentatifs de l'ajagbe et de l'ewegbe : une analyse morphosyntaxique.....59 à 76

6. **Mohamed YANOUGÉ, Oumar SK DEMBELE** : La réécriture de medee au service du métissage culturel dans medee Kali de Laurent Gaude.....77 à 91

7. **Jeannette Yolande MBONDZI, Féline Thérèse OGANDZA MOUGUISSI** : Le tolibangando décrypte : les clés d'un parler stratégique et unificateur pour se faire entendre.....92 à 105

8. **Vinyikê Dzodzi SOKPOH** : Analyse psycholinguistique du discours d'Eddy-Malou106 à 121

Géographie

9. **Laurent Abé ABÉ, Christophe Kouamé N'GUESSAN** : La hausse du cout du transport routier de marchandises en côte d'Ivoire : incidence sur le pouvoir d'achat des populations de 1990 à 2020.....122 à 135

10. **Makpondéou MAKPONSE** : Patrimoine foncier et aménagement routier durable dans la commune de Savalou au Benin.....136 à 155

Psychologie

11. **Arnauld DABIE** : Perception du nouvel outil informatique de travail et résistance à l'innovation technologique chez des salariés d'entreprises privées d'Abidjan.....156 à 168

Sciences de l'éducation

12. Noukpo Saturnin HOUEHA, Léandre ASSOGBA, Lydie M. M. ZANNOU, Coovi Cyriaque AHODEKON : Perceptions des acteurs du système éducatif béninois de la pédagogie des grands groupes dans l'enseignement des pct au secondaire.....**169 à 182**

Sociologie

13. Anouman Yao Thibault OUSSOU, Kouamé Fulgence N'GORAN : Implications socio-économiques de la compétition sportive (CAN 2023) dans la ville de Bouaké.....**183 à 197**

14. Fatoumata FOFANA : Dynamiques et déterminants des violences conjugales à l'encontre des femmes à Bamako.....**198 à 215**

15. Inna Gabrielle MAYILA Épouse GAWANDJI OLOUNDIGOLO : Bio-économie et identités individuelles: mutations silencieuses dans la gestion budgétaire des familles ouvrières gabonaises.....**216 à 226**

16. Kossia Annick Patricia BOA, Adouobo Christophe N'DOLY : Autonomisation des femmes cacao-cultrices par l'approche "avec" au sein des coopératives dans l'ex-boucle du cacao ivoirien.....**227 à 239**

17. Rébéka épouse Agnimou KAKOU: Modèle co-construit de gestion des conflits agriculteurs-éleveurs en milieu rural à Bobi, cote d'ivoire.....**240 à 253**

BIO-ÉCONOMIE ET IDENTITÉS INDIVIDUELLES : MUTATIONS SILENCIEUSES DANS LA GESTION BUDGÉTAIRE DES FAMILLES OUVRIÈRES GABONAISES

Inna Gabrielle MAYILA Épouse GAWANDJI OLOUNDIGOLO

CENAREST, Gabon

E-mail : innagawandji2@gmail.com

Résumé

Dans le contexte de la bio-économie émergente au Gabon, le salariat féminin engendre des mutations silencieuses au sein des familles ouvrières, redéfinissant les identités individuelles et la gestion budgétaire. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation des structures économiques et sociales. L'intégration croissante des femmes dans le marché du travail, motivée par la nécessité économique et l'aspiration à l'autonomie financière, remet en question les stéréotypes de rapports sociaux de sexes traditionnels. Le modèle familial à deux revenus qui en résulte modifie subtilement les rapports de pouvoir au sein du ménage, compromettant progressivement le prestige traditionnellement associé au rôle masculin de pourvoyeur unique. Une étude menée en 2010 auprès de 126 ouvrières dans le secteur du nettoyage industriel révèle l'émergence de nouvelles dynamiques relationnelles entre hommes et femmes. Ces changements, bien que discrets, sont profonds et durables, reflétant une adaptation aux exigences de la bio-économie contemporaine. Ce phénomène, déjà observé en Occident, prend une dimension particulière dans le contexte africain. Il met en lumière la contribution croissante des femmes gabonaises à un modèle familial en pleine mutation. Le salariat féminin apparaît ainsi comme un vecteur de transformation sociale, ces évolutions silencieuses dans la gestion budgétaire et les identités individuelles au sein des familles ouvrières gabonaises témoignent de l'impact profond de la bio-économie sur les structures sociales traditionnelles.

Mots-clés : Salariat féminin, Mutations silencieuses, Identités individuelles, Budget familial, Bio-économie.

Bioeconomy and Individual Identities: Silent Transformations in the Budget Management of Gabonese Working-Class Families.

Abstract

In the context of the emerging bio-economy in Gabon, female wage labour is leading to silent changes within working-class families, redefining individual identities and budget management. This evolution is part of a broader dynamic of transformation of economic and social structures. The increasing integration of women into the labour market, driven by economic necessity and the desire for financial autonomy, challenges traditional gender stereotypes. The resulting two-income family model subtly alters power relations within the household, gradually undermining the prestige traditionally associated with the male role of sole provider. A study conducted in 2010 among 126 female workers in the industrial cleaning sector reveals the emergence of new relational dynamics between men and women. These changes, although discreet, are profound and long-lasting, reflecting an adaptation to the demands of the contemporary bio-economy. This phenomenon, already observed in the West, takes on a particular dimension in the African context. It highlights the growing contribution of Gabonese women to a changing family model. The female wage system thus appears as a vector of social transformation, These silent shifts in budget management and individual identities within Gabonese working-class families testify to the profound impact of the bio-economy on traditional social structures.

Keywords : Female salaried employment, Silent mutations, Individual identities, Family budget, Bio-economy.

Introduction

La gestion du budget dans les familles ouvrières gabonaises connaît aujourd'hui des transformations profondes, notamment sous l'effet du salariat féminin. Le salariat est un concept économique fondamental qui organise la production capitaliste sur le marché du travail. Dans le contexte gabonais contemporain, il met en lumière le processus d'intégration des femmes, notamment des femmes ouvrières dans ce marché et souligne leur contribution économique au sein du ménage, tant par leurs salaires que par leurs rôles dans la division du travail. Comme le souligne Durkheim (1986 : 45), « la division du travail varie en raison directe du volume et de la densité des sociétés. » Cette évolution, motivée par des facteurs économiques et une quête d'indépendance, bouleverse les structures familiales traditionnelles en redéfinissant les dynamiques et les rôles au sein du ménage. J. Dey (2010 : 112) observe que « le travail salarié compense les insuffisances en matière de ravitaillement vivrier et renforce la position de la femme dans le ménage. »

Cette émergence du salariat féminin au Gabon répond à une double nécessité : compenser l'insuffisance des revenus masculins et permettre aux femmes d'acquérir une autonomie financière. (Balandier, 1985 : 67) note que la famille ouvrière africaine se distingue par « sa capacité d'adaptation aux contraintes économiques modernes tout en conservant certains traits culturels traditionnels. » Néanmoins, cette évolution a des répercussions sur les rôles traditionnels, comme le souligne Reynaud (1993 : 78), l'homme perdant son « prestige et son statut de figure emblématique. » Ces transformations se manifestent particulièrement dans la gestion du budget familial, autrefois domaine réservé de l'homme, qui devient désormais un terrain de négociation et de partage.

Notre étude vise à examiner comment l'intégration croissante des femmes gabonaises dans le monde du travail salarié transforme les modalités de gestion budgétaire au sein des familles ouvrières. Pour approfondir cette analyse, notre recherche s'articule autour de trois questions fondamentales : Comment s'organise la gestion des ressources financières dans les ménages ouvriers gabonais ? Dans quelle mesure le salariat féminin transforme-t-il les modalités de répartition et de gestion du budget familial ? Comment cette nouvelle réalité économique influence-t-elle la répartition des pouvoirs et des responsabilités au sein du ménage ?

En vue d'explorer ces questions de manière approfondie, nous avons mené une étude empirique auprès de 126 ouvrières de deux entreprises de nettoyage industriel à Libreville. Cette approche nous permet d'appréhender la complexité des mutations en cours, où la contribution économique féminine remet en question les schémas traditionnels de gestion financière au sein du couple.

L'analyse du salariat féminin au Gabon offre ainsi une opportunité d'explorer l'évolution des rapports économiques entre conjoints et s'inscrit dans une réflexion plus large sur les transformations des modèles

familiaux traditionnels face aux exigences économiques contemporaines. Cette approche permet de comprendre les nouvelles contributions des femmes gabonaises à la formation d'un modèle familial renouvelé, comme le note Zarifian (2001 : 23), "le travail salarié des femmes participe à la redéfinition des rôles au sein de la famille".

Il est important de souligner que nous ne considérons pas le salariat féminin comme un facteur d'opposition entre hommes et femmes. Au contraire, il convient d'analyser cette réalité comme une réponse aux exigences économiques contemporaines, comme l'indique Coriat (1979 : 56), "le salariat féminin est une adaptation nécessaire aux nouvelles réalités économiques".

Cette perspective nous aide à mieux appréhender les mutations en cours dans la société gabonaise contemporaine, et à comprendre comment les femmes contribuent à la formation d'un nouveau modèle familial adapté aux réalités économiques actuelles.

1. Cadre théorique

Notre approche théorique s'articule autour de trois axes majeurs permettant d'analyser la gestion du budget dans la famille ouvrière gabonaise. L'évolution du statut des femmes dans la société gabonaise, marquée par leur intégration croissante au marché du travail salarié, s'inscrit dans un processus complexe de transformation des rapports sociaux de sexe. Ce phénomène, qui trouve ses racines théoriques dans les travaux d'Émile Durkheim sur la division du travail social et de Talcott Parsons sur l'intégration sociale, revêt une importance particulière dans le contexte gabonais où il remet en question les normes de genre traditionnelles. Comme le souligne Durkheim (1893 : 145), « la division du travail varie en raison directe du volume et de la densité des sociétés. » Parsons (1951 : 203) ajoute que « l'intégration sociale est le processus par lequel les différents éléments d'une société sont amenés à former un tout cohérent ». »

1.1 La mutation de la division sexuelle du travail

Le salariat féminin au Gabon représente bien plus qu'une simple extension du travail domestique. Il participe à une redéfinition profonde des frontières entre sphère privée et sphère publique, engendrant des tensions et des négociations au sein des couples et des familles. Cette évolution s'accompagne d'une remise en question des stéréotypes de genre dans la valorisation des compétences professionnelles, un phénomène que Perrot (2001 : 178) a mis en lumière dans ses travaux sur l'histoire du travail féminin. Perrot note que « le travail salarié des femmes a été un puissant facteur de transformation des rapports de genre. »

Baudry de Vaux (1993 : 67) souligne que « cette intégration professionnelle offre aux femmes gabonaises une visibilité sociale accrue et contribue à l'émergence d'une nouvelle identité. » Cependant, Zarifian

(2001 : 112) note que « ce processus n'est pas exempt de tensions, car il remet en question les normes de genre profondément ancrées. »

1.2 Les rapports sociaux de sexe et l'intersectionnalité

L'analyse des transformations induites par le salariat féminin au Gabon gagne en profondeur lorsqu'elle est abordée à travers le prisme des rapports sociaux de sexe, concept développé par Danièle Kergoat (2000 : 35). Kergoat affirme que « les rapports sociaux de sexe traversent l'ensemble du champ social et sont présents dans toutes les sphères de la vie. » Cette approche permet d'examiner comment l'accès des femmes au travail salarié remet en question les fondements du patriarcat dans la société gabonaise.

2. Le budget familial comme révélateur des dynamiques sociales

La famille ouvrière gabonaise se caractérise par une unité domestique où au moins l'un des conjoints occupe un emploi salarié dans le secteur industriel ou des services. Balandier (1985 : 223) souligne que « les structures familiales africaines font preuve d'une remarquable adaptabilité face aux contraintes économiques modernes. » Coquery-Vidrovitch (2013 : 156) met en évidence que "La gestion budgétaire des familles ouvrières gabonaises est hybride, mêlant pratiques traditionnelles et contraintes salariales modernes".

Les travaux pionniers de Frédéric Le Play (1855 : 89) et de Halbwachs (1912 : 112) sur les budgets des familles ouvrières fournissent un cadre méthodologique précieux. Le Play observe que « le budget familial est un miroir fidèle des conditions de vie et des valeurs d'une société », tandis qu'Halbwachs ajoute que « l'étude des budgets familiaux permet de comprendre les mécanismes de reproduction sociale. » Jean-Marc Ela (1998 : 178) observe que « la monétarisation des rapports familiaux transforme profondément les modalités traditionnelles de gestion des ressources. »

2.1 L'impact du salariat féminin sur la gestion budgétaire

L'intégration des femmes au marché du travail salarié modifie profondément les dynamiques de gestion budgétaire familiale. Delphy (2001 : 245) souligne que « le salariat féminin remet en question les fondements mêmes de l'économie domestique traditionnelle. » Les recherches de Catherine Deschamps (2019 : 67) sur les familles ouvrières gabonaises montrent que « la participation des femmes à la gestion budgétaire varie selon les configurations familiales et les rapports de force au sein du couple. »

Journet-Diallo (2014 : 134) note que « Dans les familles ouvrières africaines, le revenu féminin n'est plus un simple appoint mais devient un élément structurant du budget familial. » Cabanes (2016 :

201) observe que « la gestion conjointe du budget familial devient un enjeu de pouvoir et de reconnaissance sociale. »

2.2 Émancipation économique et reconfiguration des rapports de genre

Le salariat féminin au Gabon s'affirme comme un puissant vecteur de transformation des dynamiques sociales et familiales. L'accès des femmes à un revenu personnel entraîne une transformation significative des dynamiques de pouvoir au sein des ménages. Cette évolution économique s'accompagne d'une redéfinition des rôles et des statuts sociaux, remettant en question les structures patriarcales traditionnelles.

Fatou Sow (2010 : 89) met en lumière que « Les femmes développent des stratégies pour négocier de nouveaux espaces d'autonomie, tant dans la sphère domestique que professionnelle. » Ces processus d'émancipation, bien que progressifs, contribuent à l'émergence de nouveaux modèles familiaux où les responsabilités économiques et décisionnelles tendent à être davantage partagées entre les conjoints.

Cependant, comme le souligne Sylvia Chant (2007 : 156), « Cette évolution n'est pas exempte de tensions et de résistances. Les femmes gabonaises doivent souvent faire face à une double charge de travail, conjuguant responsabilités professionnelles et domestiques. » Cette situation peut limiter leur capacité à pleinement bénéficier des opportunités offertes par leur intégration au marché du travail formel.

2. Méthodologie

Notre population d'enquête se compose de femmes salariées, en particulier les ouvrières. Pour restituer au mieux les données relatives au phénomène observé nous nous sommes concentrés sur un échantillon de 126 femmes travaillant dans deux entreprises privées de Libreville : Gabon Propre Service (GPS) et Dinien Nettoyage Gabon (DNG). Pour explorer la gestion budgétaire dans les familles ouvrières, nous avons utilisé trois techniques de collecte de données :

Le recueil de données documentaires : Analyse des pratiques financières et économiques des ménages ouvriers.

Le questionnaire : Administré à 126 ouvrières, dont 46 à DNG, 80 à GPS, pour recueillir des données quantitatives sur leurs perceptions et pratiques budgétaires.

Les entretiens semi-directifs : Réalisés avec 12 participants (sur 50 prévues), pour approfondir les dynamiques familiales et les défis liés à la gestion du budget.

Pour répondre à notre thématique, nous avons élaboré trois axes d'analyse :

- L'appréciation du niveau de participation du conjoint et de la femme dans la gestion du budget du foyer et les éventuelles contraintes qu'entraîne cette gestion à l'égard de la femme ;
- L'importance que lui confère son salaire et sa perception de l'homme en tant que chef de famille ;
- L'implication du patriarcat et les changements survenus dans les rapports sociaux au sein du ménage.

L'approche quantitative a permis de recueillir des données statistiques sur les perceptions et les expériences des ouvrières, tandis que les entretiens qualitatifs ont offert des perspectives plus approfondies sur leurs vécus personnels et sur la manière dont les hommes perçoivent cette question. Cette approche méthodologique mixte vise à offrir une compréhension globale et nuancée des dynamiques entourant la mise au travail des ouvrières gabonaises, en examinant à la fois les aspects quantifiables de leur expérience et les perceptions sociales plus subjectives de leur activité professionnelle. Cette orientation est motivée, d'une part, par la rareté des travaux portant sur cette catégorie de la population au Gabon, et d'autre part, par le besoin d'évaluer les changements socio-économiques et culturels que leur présence entraîne dans les familles gabonaises, où les femmes étaient traditionnellement cantonnées aux travaux agricoles ou et domestiques.

3. Résultats

La famille remplit plusieurs fonctions économiques, notamment celle de consommation, dont le niveau varie selon le revenu des familles ouvrières. Dans la nouvelle société salariale, où tout s'acquiert par l'argent, il est judicieux pour les familles gabonaises d'établir un budget afin d'avoir une vision claire de leurs dépenses.

Établir un budget consiste à chiffrer les dépenses hebdomadaires ou mensuelles en fonction des ressources disponibles, en tenant compte de la taille du ménage. Les dépenses incluent les salaires et les prêts éventuels. Cette gestion budgétaire peut parfois engendrer des conflits entre conjoints ou des frustrations.

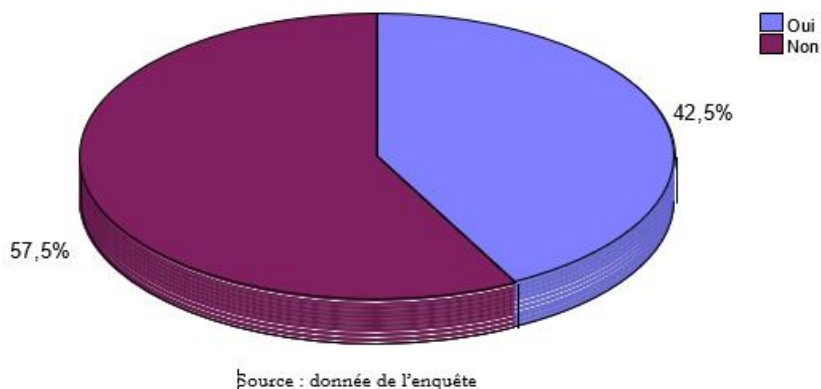
Ainsi, la gestion du budget familial est cruciale pour le bien-être économique et social des familles ouvrières et influence leurs relations interpersonnelles. Les perceptions et la gestion des ressources peuvent entraîner des répercussions significatives sur la dynamique familiale et l'équilibre des rôles entre les sexes.

3.1 Participation de la femme ouvrière à la répartition du budget famille

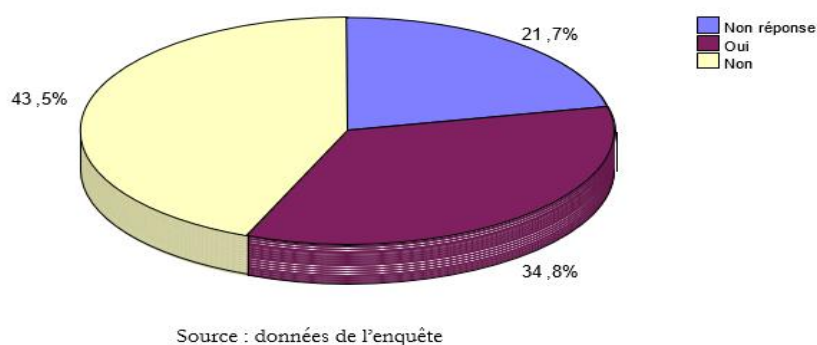
Nous avons souhaité déterminer si les deux conjoints participent ensemble à la répartition du budget familial, ainsi que leur rôle respectif dans cette contribution au sein du ménage.

À la question : « Faites-vous la répartition du budget du ménage avec votre conjoint ? » voici leurs réponses.

Graphique 1 : Répartition des opinions des ouvrières de GPS en fonction de leur participation à la répartition du budget



Graphique 2 : Répartition des opinions des ouvrières de DNG en fonction de leur participation à la répartition du budget familial



Au regard des deux graphiques, il apparaît que parmi les ouvrières de GPS, plus de la moitié, soit 57,5 %, ne participent pas à la répartition du budget de leur foyer avec leur conjoint. En revanche, 43,5 % d'entre elles y participent. Pour les ouvrières de DNG, près de la moitié déclarent ne pas participer à cette répartition, tandis que 34,8 % y contribuent avec leur conjoint. De plus, 21,7 % n'ont pas souhaité répondre à cette question.

Certaines enquêtées jouent un rôle actif dans la répartition du budget familial, qui se fait alors de commun accord. Cela témoigne des transformations dans les rapports entre hommes et femmes, car le couple décide ensemble des montants alloués aux différents postes budgétaires. Dans ce contexte, le salaire du conjoint est justifié, d'autant plus que le couple est conscient du montant global consacré à

l'alimentation, à l'eau, à l'électricité, au logement, au transport, aux soins médicaux et aux frais scolaires des enfants.

En revanche, d'autres femmes ne sont pas impliquées dans la répartition du budget familial et n'ont connaissance que de l'argent destiné à l'alimentation. Dans ces cas, les conjoints gèrent le budget sans tenir compte des avis de leurs épouses. La véritable raison de cette situation réside dans le désir des hommes de ne pas révéler le montant exact de leur salaire à leurs femmes.

Parmi les ouvrières de GPS, 15 sur 70 affirment participer à la répartition du budget familial, contre 6 à DNG. Elles invoquent la transparence, le savoir-faire des femmes en matière de gestion alimentaire, ainsi que l'harmonie et l'amour dans le couple : « c'est pour qu'on puisse mieux gérer le foyer, joindre les deux bouts, bien répartir les dépenses du foyer, être dans la transparence. Parce que c'est la femme qui sait ce qu'il faut acheter pour nourrir la famille. Parce que l'on s'entend bien, on s'aime. » De plus, 13 ouvrières de GPS et 5 de DNG justifient leur participation par le partage de nombreuses charges du foyer : « parce que les charges sont partagées. Il y a beaucoup de choses à faire. »

Par ailleurs, 12 ouvrières de GPS contre 2 de DNG indiquent qu'elles participent ponctuellement à la répartition, souvent en cas de problèmes familiaux nécessitant un financement : « Quelques fois, selon les problèmes que pose souvent la famille élargie. »

Enfin, 4 ouvrières de GPS et 3 de DNG soulignent leur participation en raison d'une confiance mutuelle au sein du couple : « parce que je connais le montant du salaire de mon conjoint et il connaît également le mien. Nous sommes ouverts l'un avec l'autre. Depuis qu'on est ensemble c'est comme cela que ça marche. » Seules 2 ouvrières de GPS estiment que leur participation valorise leur rôle dans le foyer : « il faut que la femme s'implique dans les dépenses du foyer c'est sa fierté, c'est ainsi qu'elle peut se valoriser. »

3.2 Les raisons de la non-participation des ouvrières à la répartition du budget familial

Certaines ouvrières ne participent pas à la répartition du budget familial. À la question « Pourquoi ne faites-vous pas la répartition du budget du ménage avec votre conjoint ? » Voici ce qu'elles ont répondu : Dix ouvrières de GPS et sept de DNG attribuent leur non-participation à la volonté de leur conjoint, qui préfère gérer son salaire seul : « C'est mon argent, ça ne te regarde pas. » Ces propos révèlent que certains conjoints cachent leur salaire, souvent jugé insignifiant, par crainte d'être ridicules. Six ouvrières de GPS et quatre de DNG évoquent l'orgueil masculin : « L'homme doit s'occuper des dépenses, la femme de l'éducation des enfants. »

Quatre ouvrières de GPS et trois de DNG citent des croyances religieuses : « C'est à l'homme que Dieu a donné toute la charge. »

De plus, cinq ouvrières de GPS signalent un manque d'organisation chez leur conjoint : « C'est le rôle de la femme de veiller à ce qu'il ne manque rien à la maison. »

Trois ouvrières de DNG ont tenté d'insister pour participer à la répartition du budget familial, mais en vain : « Si l'homme ne veut pas, tu ne peux pas le forcer. » Ainsi, comme le souligne Bisilliat (1985 : 23), beaucoup de femmes sont poussées vers le marché du travail, car chaque membre de la famille ressent le besoin d'un revenu indépendant.

Dans certains ménages, les épouses gèrent seules le budget familial avec l'accord de leur conjoint. Une ouvrière de GPS déclare qu'elle s'organise avec ce qu'il lui donne. Toutefois, il reste à déterminer si ce montant est suffisant pour satisfaire les besoins du foyer.

Les obligations parentales incombent à tous, car « les rapports entre hommes et femmes s'inspirent de la culture [...] : la femme est au foyer et l'homme apporte les revenus » (Combes & Devreux, 1994 : 47). La répartition commune du budget familial est essentielle dans un couple ; même si l'homme gagne plus que la femme, une réciprocité de dépendance financière est observée aujourd'hui.

4. Discussion

Notre étude sur la gestion du budget dans les familles ouvrières gabonaises révèle des dynamiques complexes qui méritent une analyse approfondie, en lien direct avec nos résultats empiriques. Les résultats montrent que 43,5% des ouvrières de GPS et 34,8% de celles de DNG participent à la répartition du budget familial. Cette évolution significative reflète la transformation des structures familiales traditionnelles, où l'autorité financière était exclusivement masculine. Comme le souligne Bisilliat (1996 : 258), « le droit traditionnel conférait l'autorité aux aînés masculins, excluant les femmes des positions décisionnelles. » Cependant, nos données révèlent l'émergence de nouveaux modèles de gestion budgétaire plus participatifs.

Les résultats mettent en évidence que les femmes ouvrières assument un double rôle : celui de salariée et de gestionnaire du foyer. Comme l'observe Leroy (2009 : 170), elles deviennent à la fois « conceptrices et exécutrices » du budget familial. Cette situation reflète la complexité de leur position dans la famille ouvrière gabonaise contemporaine, où elles doivent concilier travail salarié et responsabilités domestiques.

L'étude démontre que le salaire féminin est devenu indispensable dans les familles ouvrières gabonaises. Cette réalité économique confirme l'observation de Dupont (2011 : 45) sur « l'importance cruciale du revenu féminin dans l'économie domestique contemporaine. »

La participation financière des femmes n'est plus un simple appoint mais une nécessité structurelle.

Les résultats concernant la participation à la gestion budgétaire (43,5% chez GPS) révèlent l'émergence de nouveaux rapports de pouvoir au sein des couples. Cette évolution s'inscrit dans ce que A. Doumet Khoury (2008 : 132) décrit comme « une transformation des modèles familiaux traditionnels vers des structures plus égalitaires. »

Nos données révèlent que 57,5% des ouvrières de GPS et 43,5% de celles de DNG restent exclues de la gestion budgétaire. Ces chiffres illustrent la persistance de modèles traditionnels de gestion financière, confirmant l'analyse de Martin (2010 : 89) sur « la coexistence de structures anciennes et nouvelles dans les familles ouvrières africaines. »

Malgré ces évolutions, nos résultats montrent que les femmes ouvrières gabonaises font face à des défis constants. Comme le note Leroy (2009 : 175), « elles reçoivent souvent des salaires inférieurs tout en assumant une part disproportionnée des responsabilités domestiques. »

Cette discussion, ancrée dans nos résultats empiriques, montre comment le salariat féminin transforme progressivement les modalités de gestion budgétaire dans les familles ouvrières gabonaises, tout en révélant la persistance de certaines résistances traditionnelles.

Conclusion

En sommes, la participation croissante des ouvrières gabonaises au marché du travail et leur rôle dans la gestion du budget familial entraînent une transformation notable des dynamiques de pouvoir au sein des ménages. Face à la stagnation des salaires masculins, les femmes sont souvent contraintes de travailler pour subvenir aux besoins de la famille, ce qui leur confère, d'une part, une autonomie financière, et d'autre part, une indépendance vis-à-vis de leurs conjoints respectifs. Cela remet en question le rôle traditionnel de l'homme en tant que principal pourvoyeur de ressources.

Cependant, malgré cette autonomie, de nombreuses femmes continuent à considérer leur contribution comme une simple "aide", en raison des valeurs traditionnelles qui minimisent leur rôle. Le travail salarié des femmes contribue certes à l'équilibre du budget familial, mais son impact réel sur l'autonomie financière et les dynamiques de genre au sein du foyer reste à déterminer. Cette activité professionnelle suffit-elle à couvrir tous les besoins du ménage, à s'affranchir de la dépendance financière

envers le conjoint, à éliminer le besoin d'activités complémentaires génératrices de revenus, et à transformer fondamentalement les rapports sociaux de sexe ?

Références bibliographiques

- BALANDIER Georges (1985), *Anthropo-logiques*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BISILLIAT Jeanne (1996), *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Karthala.
- BOURDIEU Pierre (1998), *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine (2013), *Les Africaines : Histoire des femmes d'Afrique subsaharienne du XIXe au XXe siècle*, Paris, La Découverte.
- CORIAT Benjamin (1979), *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgois.
- DELPHY Christine (2001), *L'ennemi principal : Penser le genre*, Paris, Syllepse.
- DESCHAMPS Catherine (2019), *Femmes et travail au Gabon*, Paris, L'Harmattan.
- DURKHEIM Émile (1893), *De la division du travail social*, Paris, Félix Alcan.
- ELA Jean-Marc (1998), *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- HALBWACHS Maurice (1912), *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, Paris, Félix Alcan.
- JOURNET-DIALLO Odile (2014), *Les créances de la terre : Chroniques du pays Jamaat (Joola de Guinée-Bissau)*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- KERGOAT Danielle (2000), "Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe", In : Hirata H. et al. (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris : Presses Universitaires de France.
- LE PLAY Frédéric (1855), *Les Ouvriers européens*, Paris, Imprimerie impériale.
- LEROY Pierre (2009), *Économie domestique et place des femmes*. Lyon, Éditions du Seuil.
- MARTIN S. (2010), *Les transformations familiales contemporaines*, Marseille, Solal.
- PARSONS Talcott (1951), *The Social System*, Glencoe, Free Press.
- PERROT Michelle (2001), *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion.
- REYNAUD Jean-Daniel (1993), *Les règles du jeu : L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin.
- SOW Fatou (2010), "Idéologies néolibérales et droits des femmes en Afrique". In FALQUET Jules et al. (dir.), *Le sexe de la mondialisation*. Paris, Presses de Sciences Po.
- ZARIFIAN Philippe (2001), *Le modèle de la compétence*. Paris, Liaisons.
- Assistancescolaire.com. Analyse du budget familial, [En ligne]. Consulté le 5 novembre 2024. Disponible sur : <http://www.assistancescolaire.com/budget-familial>.